



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération ~ Arc Sud Bretagne ~ Questembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : 11 mars 18h30-20h30

Lieu : « Le Carré d'Arts » - Elven
(56250)

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée dans la presse locale ainsi que par la Mairie et celles des trois communes limitrophes. Elle a été enregistrée sur le site internet du Grand Débat. Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 80 personnes présentes. 2h de réunion.
Equipe d'animation composée de 4 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 85 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder les sujets de leur choix.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cet exercice. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ou hiérarchique.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Baisser le revenu des hauts fonctionnaires

13

Un participant : Une précision par rapport à ce qui a été dit sur la baisse des indemnités des élus nationaux : je crois qu'il faut aussi voir qu'on a des hauts fonctionnaires qui sont payés bien plus cher que nos élus donc il faut aussi réagir à ce niveau-là !

Appliquer avis de la Cour des comptes

4

Un participant : La dette de la France continue d'enfler chaque année et la Cour des comptes¹ relate ses résultats. Le gouvernement devrait en tenir compte pour mieux gérer et traiter le problème de la dette qui continue d'enfler !

IMPOTS ET TAXES

Rétablir la taxe d'habitation

3 8

Une participante : Pour l'organisation des collectivités locales, je souhaiterais que monsieur Macron revienne sur son idée de campagne qu'il a commencé à mettre en œuvre, de suppression de la taxe d'habitation qui ampute les collectivités déjà désargentées d'une partie de leur dotation. En plus je ne sais pas où il va trouver l'argent pour compenser tout ça. Les collectivités, dans ces temps de réorganisation n'ont pas besoin de ça sinon, on aura plus de piscines, plus de salles polyvalentes etc.

IMPOTS SUR LE REVENU

Rétablissement ISF

6

Nouvelle tranche d'imposition pour les très hauts revenus

6

Une participante : Je suis gilet jaune, et je m'en fais un petit peu le porte-parole : on souhaiterait rétablir l'impôt sur la fortune en lieu et place de l'impôt sur la fortune immobilière² qu'a mis en place monsieur Macron. On souhaiterait également que pour l'impôt sur le revenu, notamment pour les hauts revenus, d'autres tranches soient créées. Ça nous paraît une mesure de justice fiscale, par rapport à la « classe moyenne moins »

Impôt sur le revenu pour tous (minimum)

2 1

Mettre à plat les niches fiscales

5

Un participant : Je suis tout à fait d'accord avec une tranche supplémentaire mais il semblerait logique qu'il y ait un impôt pour tous les citoyens en fonction de leurs revenus, et une mise à plat des niches fiscales qui persistent encore

Une autre participante : Même si on paye 20 euros d'impôts sur le revenu, au moins, qu'on paye quelque chose parce que les personnes se transforment en consommateur. Ça devient des droits mais il n'y a pas de devoirs !

Proportionnalité de l'imposition (fin des paliers)

Un participant : On parle d'impôt par tranche sur les différents salaires, est-ce qu'il ne serait pas possible d'introduire une proportionnalité c'est à dire simplement un coefficient multiplicateur ? Surtout que c'est assez compliqué, je pense, pour les personnels des services fiscaux de mettre tous ces chiffres dans une case. Peut-être pas sur la totalité des grilles de salaire mais ça paraîtrait plus logique d'avoir une progression linéaire en fonction du salaire et qu'après, pour les très bas salaires, on ait une autre forme de courbe. Quelque chose qui soit lissé, plutôt qu'un escalier qui paraît très injuste pour quelqu'un qui va gagner deux ou trois euros de plus sur l'année et qui va changer de tranche d'imposition.

TVA

Remplacer TVA par une taxe sur les transactions financières

4

Une participante : J'avais écouté un économiste, qui disait qu'on pourrait retirer toutes les TVA à partir du moment où sur chaque transactions bancaires et financières, on paierait par exemple 0,1%. Derrière, on pourrait rajouter une TVA à taux zéro sur les matières premières et ça rapporterait plus d'argent que cet impôt injuste.

¹ La Cour des comptes est l'institution de contrôle chargée de vérifier l'emploi des fonds publics et de sanctionner les manquements à leur bon usage. Elle est notamment constituée de Chambres Régionales. [Site officiel](#)

² Impôt pour les personnes possédant un patrimoine net taxable supérieur à 1 300 000 € au 1er janvier. Source : [Direction Générale des finances publiques](#)

Mettre TVA à 0% sur produits de première nécessité

8

Un participant : Sur les produits de première nécessité, ce serait bien qu'on baisse la TVA pour permettre aux gens d'arriver à mieux finir leurs mois.

Un autre participant : Pour continuer sur la TVA on connaît la réponse du gouvernement : la TVA à taux zéro, Bruxelles n'en veut pas, mais il ne faut pas oublier que dans les pays européens il y a plusieurs pays à qui la TVA à taux zéro a été accordée : Malte, l'Islande et la Grèce, donc ces trois pays ont une TVA à 0% sur les produits de première consommation. Si d'autres pays le font, pourquoi pas le faire, le poser sur la table puisqu'on arrive aux élections européennes ... ?

TAXATION/AIDES POUR ENTREPRISES

Taxer les GAFA³

7

Prélèvement par l'Etat quand l'argent sort de France

1

Prélèvement de la banque sur chaque transaction effectuée vers les GAFA

2

Un participant : Actuellement, et depuis maintenant une trentaine d'années, le gouvernement a besoin d'argent et a des dettes mais pas de possibilité, si ce n'est de ponctionner des gens qui ne peuvent pas se défendre : les retraités, alors qu'il serait possible de trouver l'argent. On parle en particulier des fameux GAFA et ils n'arrivent pas à mettre un impôt sur ces gens-là. Par exemple, pour Amazon, qui ne paye pas d'impôts, quand vous payez avec votre carte bancaire, l'argent n'est pas débité en France mais au Luxembourg. Il suffirait simplement que les banques prélèvent un pourcentage, comme elles le font pour elles-mêmes, pour l'Etat. Si on faisait ça, ça rapporterait 78 milliards. Il suffirait simplement que les produits bruts comme le pétrole soit détaxés, par contre si une compagnie importe de l'essence elle paiera ces taxes si le produit est raffiné, on sait faire ça avec des documents administratifs de la douane.

Ça taxerait tout le monde, par exemple les chanteurs, les joueurs de foot, qui emportent immédiatement l'argent gagné en France à l'étranger, quand l'argent de France sortirait ils paieraient la taxe à l'état français

Un autre participant : Taxer les GAFA c'est une chose mais je me méfie parce qu'ils vont augmenter leurs prix et c'est le client qui va payer donc c'est pas comme ça qu'il faut le faire.

Diminuer charges qui pèsent sur les entreprises

5

Plafonner dividendes

Une participante : Moi je voudrais parler des multinationales et les mettre en parallèle avec les PME. Ce que je proposerais, ce serait de mettre un plafond sur les dividendes qui sont donnés aux actionnaires. On le voit encore aujourd'hui chez BIC, les actionnaires ont touché plusieurs millions d'euros et derrière on ferme l'usine, donc c'est encore les salariés qui trinquent parce que BIC veut se remplir les poches. Si on plafonnait les dividendes ça laisserait un petit peu d'argent. De toute façon, les multinationales, dès que ça se gâte un peu, elles s'en vont, on ne peut pas compter sur eux. Dans les PME, c'est des petits patrons, qui ont mis leurs tripes dans leur entreprise, et même si ça se gâte ils vont tenir bon. C'est sur eux qu'il faut compter pour créer de l'emploi donc en contrepartie il faudrait diminuer les charges salariales pour les PME quand ils emploient des gens, ça leur permettrait d'embaucher et peut être de mieux rémunérer et de revaloriser le travail, parce que ce n'est pas normal que des gens qui travaillent n'arrivent pas à vivre décemment.

Suppression du CICE pour les grandes entreprises (évaluation pour TPE-PME)

3

Une participante : En tant que Gilet jaune, dont je suis un peu porte-parole ce soir, nous voulons la suppression du CICE⁴ pour les grandes entreprises et une évaluation de celui-ci pour les PME et les TPE

Raccourcir délais d'obtention des aides aux entreprises

2

Un participant : On dit souvent que les entreprises doivent avancer l'argent pour les différentes aides mais aujourd'hui, pour la prime à la conversion des voitures, l'Etat met 6 mois à rembourser, donc ça peut mettre en difficulté les entreprises qui ont peu de moyens d'avance. On se repose de plus en plus sur les entreprises, pour les impôts ou les aides donc au bout d'un moment les entreprises faibles qui ont peu de trésorerie ou qui sont déjà en difficulté aujourd'hui, elles ne pourront pas suivre, et s'il n'y a plus d'entreprise on sera tous au chômage !

Mettre en œuvre bonus/malus sur CDD

4

1

Une participante : Que monsieur Macron mette en œuvre la mesure qui était promise dans sa campagne de créer un bonus/malus pour les entreprises qui utilisent trop les contrats à durée déterminée.

³ Acronyme désignant quatre des entreprises les plus puissantes dans le domaine des nouvelles technologies : Google, Apple, Facebook, Amazon. Le M de Microsoft y est parfois ajouté.

⁴ Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

FISCALITE SUR LES TRANSPORTS

Vignette sur les camions à l'entrée en France

1

Une participante : Je pense qu'il faut voir le problème des camions Nous sommes en Bretagne maintenant et ici il n'y a pas ou peu de camions, mais nous venons d'une région, la Franche Comté où quand vous voyez sur l'A36, qui traverse l'Alsace, vous avez neuf camions sur dix camions qui sont étrangers. Ils ne passent ni par l'Allemagne ni par la Suisse parce qu'ils y sont taxés. Pourquoi ne pas taxer les camions à l'arrivée en France ou avec une vignette qui couterait très cher, que chaque patron paierait, et que cette taxe aux camions soit enlevée de la taxe à l'essieu⁵ des français. Quand on voit le nombre de camions qui passent en France sur l'A76, l'A71 ou l'A36, on aurait des millions d'€ qui rentreraient en France.

Un participant : Concernant les poids lourds, j'ai un 13 tonnes dans ma ferme et avant, on payait 2,97€ par jour, chaque fois qu'on utilisait nos camions. Pour nous les agriculteurs, les ostréiculteurs, un camion ça sert seulement de temps en temps, une vingtaine de fois l'année, et ça ne coutait pas cher. Depuis Macron, on nous oblige à payer 180 euros tous les six mois.

Et je signale quand même que les camions étrangers, je les différencie bien des camions français : les Polonais ils ont des camions tous neufs qui consomment très peu de gazoil - un semi-remorque, chargé à bloc, descend a 32l de consommation aux 100km - et en France, nous avons juste le droit de payer pour les autres en Europe et nous on a les poubelles faute de pouvoir faire autrement. C'est pas la même réglementation qui est appliquée

Généraliser frais réels (transports)

1

Une participante : On parlait de la taxe sur les carburants, je crois qu'il y a moyen d'étudier quelque chose, notamment pour les personnes qui sont à la campagne et qui sont obligées d'utiliser leur voiture : des personnes font des déclarations de revenus en donnant leurs frais réels et il faudrait que ça puisse être pratiqué par tout le monde, c'est à dire que les gens puissent comptabiliser ce que leur coûtent les déplacements pour aller travailler, passé un certain nombre de kilomètres.

Taxer les gros pollueurs en transports (pétroliers et avions)

3

Une participante : Pour les GAFA je crois que tout le monde est d'accord mais il faudrait aussi taxer les gros pollueurs : les bateaux, les pétroliers et les avions sur les carburants et aussi la pollution

DEPENSES PUBLIQUES

DEPENSES DE SANTE

Vente à l'unité des médicaments et matériel de soin

4

Une participante : On essaye de réduire les dépenses publiques en supprimant des effectifs dans nos hôpitaux ou dans d'autres services publics et je pense qu'on pourrait réduire les dépenses autrement, par exemple au niveau des médicaments, en s'attaquant plutôt aux entreprises pharmaceutiques par exemple. Quand on est malade, à la pharmacie, on vous donne des boîtes de médicaments et vous avez une boîte de trente quand vous devez en prendre dix. Aux Etats Unis, on vous donne le nombre de médicaments qui correspond à la durée de votre traitement. C'est pareil quand vous allez à l'hôpital, les pansements ou les produits sont parfois conditionnés de telle façon que vous ouvrez une bouteille alors que vous allez en utiliser même pas un tiers. C'est tout simple, mais on pourrait donc gérer le coût des médicaments autrement. Au niveau des dépenses de la sécurité sociale y a plein de choses à faire au lieu d'aller réduire les couts en réduisant le nombre de postes

Tiers-payant⁶ généralisé obligatoire

Un participant : Il ne serait pas illogique dans le système que l'on a dans le domaine de la santé, de mettre obligatoirement le tiers payant, de l'imposer à tout le monde, voire même de supprimer le paiement à l'acte. Ça s'est fait y a une dizaine d'années de façon concrète mais il fallait que les médecins soient d'accord. Ceux qui l'étaient, avaient complètement supprimé le paiement à l'acte. Il y a beaucoup de pays qui l'ont fait et ça fait qu'il y a une certaine justice.

⁵ La Taxe Spéciale sur certains Véhicules Routiers (TSVR ou « taxe à l'essieu ») a pour objet de compenser les dépenses d'entretien de la voirie, occasionnées par la circulation de certaines catégories de véhicules de fort tonnage. Elle concerne les véhicules immatriculés en France ou dans un Etat tiers n'ayant pas conclu d'accord d'exonération réciproque avec la France, d'un poids autorisé égal ou supérieur à 12 tonnes. Voir détails sur le [site des Douanes](#).

⁶ Le tiers payant est le mécanisme qui permet à un patient de ne payer à un professionnel de santé que la partie non remboursée d'un acte de santé (par la sécurité sociale et/ou sa complémentaire santé).

Taxe sur les médicaments

1	4
---	---

Un participant : Par rapport aux médicaments, moi j'ai une mutuelle qui ne me rembourse pas tous mes médicaments, je paye peut-être 30%, 50 centimes, rien du tout mais c'est vrai qu'à un moment donné il faut responsabiliser les gens pour que chacun participe à la vie de l'état. Si au lieu de rembourser 100 % les médicaments, chacun participait à hauteur de 50 centimes ou un euro... Les gens seraient plus responsables de leurs dépenses

PRESTATIONS SOCIALES

Indexation retraites

9	
2	1

Baisse de la CSG pour les retraités modestes

Une participante : Il faut la réindexation des retraites (on revient donc sur ce qu'a fait le gouvernement) et la baisse de la CSG pour les retraités modestes

Limitier allocations familiales selon revenus

4

Maintenir AAH⁷ même après mariage

6

Une participante : Je voulais parler des personnes qui sont en situation de handicap. Elles n'ont pas forcément le choix, c'est subi plus qu'autre chose et elles ont une double peine parce que, par exemple, si elles se marient, parce qu'elles ont décidé d'être égales à toutes les personnes autour d'elles, elles perdent leurs aides, leur AAH et ça les met en situation de dépendance vis à vis de leur conjoint. C'est à dire que si elles se marient, elles ont plus aucun revenu et si un jour elles sont victimes de violences par exemple elles ne peuvent plus s'en aller, elles seront toujours en situation d'infériorité. Elles n'ont déjà pas grand-chose, alors si on leur enlève le peu qu'elles ont...

Revenu universel de 100 €

3

Un participant : J'ai remarqué que suite au mouvement des Gilets jaunes, quand Emmanuel Macron a fait son fameux discours en fin d'année de « 13 minutes/13 milliards » avec le chèque Energie, le truc, le bidule...on s'aperçoit que ce n'est pas toujours l'Etat qui paye, c'est quelque fois l'employeur et c'est chacun petit bout par petit bout. Il me semble qu'il y avait une solution simple : j'ai fait un rapide calcul, pour 12 milliards on donnait 100 euros de revenu universel à tous les citoyens français, y compris les enfants et c'était pas la peine d'aller chercher dans la poche de Pierre, Paul ou Jacques. On créait un revenu universel de cent balles de plus par mois à tout le monde et ça faisait exactement la même somme : 12 milliards par an.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

Simplifier démarches administratives (réduire les envois de recommandés)

7

Un participant : Pour des démarches qui sont aujourd'hui informatisées, on nous demande encore des exemplaires en papier : ça n'a pas de sens !

Dans mon métier, il y a des communes dans lesquelles ça se passe très bien, on a une réponse au bout de deux jours et s'il manque un papier on a un coup de téléphone. On met toutes nos coordonnées : on a les mails, les téléphones... et parfois on nous envoie un recommandé (que je mets 4 jours à aller chercher), pour un papier manquant, et à la fin on me dit que j'ai mis deux jours de trop. C'est une usine à gaz ! Il faut réduire les délais de réponse et surtout être pertinent et faire des choses sensées !

Plus de lisibilité et d'explications dans les documents administratifs

Une participante : Par rapport à la prime à la conversion, moi j'ai rencontré une difficulté qui est au niveau de la compréhension des termes employés sur le formulaire : ils indiquent que le véhicule doit encore être assuré au moment de la facturation, donc au moment de la remise à la casse, et le terme « facturation » concerne uniquement les entreprises, même si cette prime est ouverte aux particuliers qui achèteraient leur véhicule auprès d'un particulier. Donc, des personnes qui se sont engagés dans cette démarche là et qui pensaient obtenir

⁷ Allocation aux Adultes Handicapés. Cette allocation est versée à des adultes dans l'incapacité de travailler en raison de leur handicap, sous condition de ressources pour le foyer fiscal. Plus d'infos sur service-public.fr

1000 ou 2000 euros se sont vu refuser cette prime là, à cause du terme de « facturation ». Je trouve ça intéressant d'amener le grand public à maîtriser ces termes mais une partie de la population n'y a pas accès. Il faut plus de lisibilité, des petits astérisques qui expliquent les termes

Un participant : Je rejoins la difficulté administrative : un de mes copains m'a communiqué un papier sur une prise de sanction pour "non-respect de la charte graphique du logotype de la maquette transmise". Est-ce qu'il y en a qui parlent la langue ici ? Ce sont nos fonctionnaires qui nous donnent ça à la DDTM. L'administration est faite par des « fonctionnaires », alors qu'ils fonctionnent !

Création de maisons de services publics itinérantes (limitation fracture numérique)

5

Un participant : On assiste depuis quelques années à une soi-disant simplification administrative, notamment par le biais de la dématérialisation et je m'aperçois que dans beaucoup de cas, on a des laissés pour compte, des gens qui ne sont pas très à l'aise avec internet ou qui ne sont pas en mesure de faire [des démarches] à cause d'une connexion aléatoire chez eux. Le sens de l'évolution qu'on subit aujourd'hui va vers toujours plus de dématérialisation et je pense qu'autant ça peut amener une réduction donc une optimisation des coûts de ces démarches. Ça peut peut-être laisser une marge pour ce qu'on appelle aujourd'hui les maisons de service public, c'est à dire des services publics qui sont présents dans les territoires ruraux et qui sont en général hébergés dans des locaux de mairie. Je pense qu'on pourrait imaginer des maisons de service public itinérantes qui viendraient un peu comme le camion du boucher venait dans le temps, pour aider les personnes qui ne sont pas à l'aise ou qui ne peuvent pas avoir accès et éventuellement leur tenir la main pour effectuer toutes ces démarches

QUALITE DU SERVICE PUBLIC

Mettre un terme à l'austérité dans les services publics (Cap2022)

8

Une participante : On essaie, nous dans la fonction publique, de faire en sorte de mener à bien nos missions au service du public et depuis la LOLF⁸ de 2001, on n'a pas arrêté de saigner les services publics : la RGPP⁹ de monsieur Sarkozy, la MAP¹⁰ de monsieur Hollande et puis monsieur Macron suit le même exemple avec « Cap 2022 »¹¹. Ce sont des politiques de réduction des dépenses publiques qui sont simplement alignées sur les 3% de l'union européenne et on en a assez dans les services publics. (...) Dans les services hospitaliers, les services sociaux, dans la police ou les services pénitentiaires, dans la justice... c'est l'hécatombe : le service au public est mal assuré voire plus assuré du tout et les conditions de travail des personnels sont difficiles. Il faut mettre un terme à l'austérité qui pèse sur les services publics, mettre un terme à Cap2022 (...) à ce saignement de la fonction publique d'état, hospitalière et des collectivités locales.

Remplacer départs à la retraite (services publics)

3

Un participant : Je suis d'accord sur la fonction publique, j'ai fait partie de la territoriale et les départs en retraite ne sont pas suffisamment remplacés. Moi j'étais sur le terrain et le travail a été bâclé. C'est pas la faute des élus municipaux, c'est la faute de nos dirigeants en haut.

Maintenir les impôts pour un service public de qualité

3

Un participant : Sur la fiscalité on parle de baisser les impôts mais quand on regarde un petit peu, on a quand même besoin d'avoir de l'argent. On voit bien que les services publics on est en train de les dilapider, Moi je suis fonctionnaire et à chaque instant on nous met en face d'une baisse de crédit et d'une nécessité à faire mieux en diminuant le budget. Il faut peut-être revoir les impôts mais il faut quand même les maintenir : on en a besoin !

Poursuivre baisse des dépenses publiques

Un participant : Pour les services publics, je ne suis pas certain que la solution soit dans toujours plus de taxes ou que les taxes augmentent. Il y a deux facteurs : des progrès techniques, qui permettent de faire des choses moins chères aujourd'hui y compris dans les services publics - c'est fait dans un certain nombre de cas et c'est très bien- et dans toute organisation, quand il y a moins de ressources, on dépense moins. Je suis chef d'entreprise et une petite entreprise qui n'a pas tellement de ressources, elle fait des économies, ce qui n'est pas incompatible avec le bien être. Après, c'est une question de management. Je pense qu'il faut poursuivre la baisse des dépenses publiques, c'est urgent parce qu'il faut qu'on libère les énergies de notre pays et ce n'est pas en faisant tout passer par l'Etat qu'on va régler le problème !

⁸ Loi Organique relative aux Lois de Finances. Plus d'infos [ici](#)

⁹ Révision Générale des Politiques Publiques

¹⁰ Modernisation de l'Action Publique

¹¹ Comité Action Publique 2022. Plus d'infos sur vie-publique.fr

SERVICES PUBLICS

Création d'une banque d'état

Un participant : J'aurais une proposition pour les services publics c'est la création d'une banque d'État, de façon à ce que les gens les moins n'aient pas des impôts via des agios à payer à chaque fois qu'ils sont en petite difficulté financière, parce que les banques font payer des sommes importantes à des gens qui sont en difficulté.

Abrogation du décret sur contrôle des chômeurs

2

Une participante : Je voudrais que le gouvernement revienne sur le décret de fin d'année ¹²qui durcit les conditions de contrôle des chômeurs. Les personnels de Pôle emploi n'ont pas que ça à faire de contrôler les chômeurs, ils sont là pour les épauler et les aider à trouver du travail. Que le gouvernement développe une politique d'emploi digne de ce nom et non à l'anglo-saxonne !

Fonctionnariser attachés parlementaires

2

Une participante : Sur les mœurs de nos députés et sénateurs, qui font appel à des attachés parlementaires, je souhaiterais qu'on mette en place un concours national d'attachés parlementaires qui s'occuperaient des affaires juridiques de ces messieurs dames, pourquoi pas des sorties d'Instituts Régionaux d'Administration¹³.

EDUCATION

Revaloriser filières professionnelles et métiers manuels

10

Une participante : Je trouve qu'il serait important de revaloriser les filières professionnelles et peut être qu'on pourrait comme ça réduire le chômage, au lieu de faire la chasse aux chômeurs. J'ai travaillé dans un secteur avec beaucoup de pauvreté et beaucoup de gens ne pouvaient pas trouver de travail parce qu'ils n'étaient pas qualifiés. Si on revalorisait le travail professionnel, probablement que ces gens-là trouveraient du travail, d'autant que des entreprises ne trouvent pas d'ouvriers. Qu'on valorise les filières professionnelles, des filières courtes, et qu'on arrête de vouloir emmener tout le monde au bac pour faire après des gens déçus.

HOPITAUX/EPHAD

Arrêter baisses de personnel dans hôpitaux et EPHAD

6

Un participant : J'ai des personnes dans mon entourage qui travaillent dans les hôpitaux et en discutant, on se rend compte qu'en fait ce qui coûte cher maintenant dans les hôpitaux, c'est les arrêts de travail. Moi j'ai une de mes enfants qui vient de rentrer dans le monde de l'hôpital : elle fait son boulot, elle est passionnée mais elle se retrouve toute seule à déplacer des personnes qui font cent kilos, si bien qu'elle commence, à 23 ans, à avoir des problèmes d'épaule. Au lieu de diminuer les effectifs dans les hôpitaux, dans les EPHAD et dans tous les services publics, qu'on laisse les effectifs en l'état et il y aura beaucoup moins d'arrêts parce que les gens seront en meilleure santé pour effectuer leur travail.

Maintien personnel et matériel adéquat dans l'hôpital

7

Une participante : J'ai été pendant treize ans cadre dans une maison de retraite long séjour où j'avais un personnel conséquent qui travaillait vraiment très bien, mais j'avais aussi du matériel ! Je ne comprends pas comment votre fille peut manipuler toute seule quelqu'un de cent kilos sans lève-malade. Il faut des lève-malade, des brancards, des brancards douches... On manque de personnel mais il y a aussi le matériel. Moi je me suis toujours battu pour avoir et du matériel adéquat et du personnel compétent

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Augmenter moyens contre les violences faites aux femmes

5

Former personnels (police...) sur accueil des victimes de violences faites aux femmes

8

Une participante : C'était la journée pour les droits des femmes il n'y a pas très longtemps et on entend dans l'information qu'on déploie des lois, des moyens, et qu'on essaye finalement de prévenir les violences à l'égard des femmes or, j'ai pu remarquer qu'on entend moins parler de la disparition et de la fermeture d'associations

¹² Décret du 30 décembre 2018 qui durcit les sanctions applicables aux demandeurs d'emploi. Plus d'infos sur service-public.fr

¹³ Les IRA forment les attachés d'administration de l'Etat (fonctionnaires) à Bastia, Lille, Lyon, Metz et Nantes. Détails [ici](#)

qui viennent en aide à ces femmes-là, et sans solution de remplacement. Il faut des moyens à la hauteur du discours qui est tenu à l'égard des femmes.
Cela m'amène à réagir aussi sur le besoin d'une meilleure formation pour les forces de l'ordre et toutes les personnes qui sont en contact direct avec les femmes lorsqu'elles viennent solliciter de l'aide.

ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

Améliorer sort des enfants handicapés

9

Un participant : Je vais parler du handicap, je ne suis pas spécialement concerné et mes enfants non plus mais c'était une promesse forte de Macron d'améliorer le sort des enfants concernant l'accès à l'école etc. Je ne sais pas exactement ce qu'il en est de l'évolution de ces politiques là mais je pense que c'est un devoir national solidaire que de pousser dans ce sens-là.

Revaloriser statut des AVS¹⁴

2

Une participante : Sur les enfants en situation de handicap, moi je propose qu'on revalorise très notablement le statut des auxiliaires de vie scolaire (AVS) qui pour l'instant ont des statuts extrêmement précaires. C'est un beau métier, qu'elles aiment, et leur statut les met dans une position très difficile.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Appliquer vraiment l'article 40¹⁵ du code pénal

4

Un participant : Il y a un truc qui est extrêmement intéressant dans le code pénal que peu de gens connaissent et qui malheureusement n'est pas appliqué : toute autorité constituée, si elle est au courant d'un crime ou d'un délit doit en saisir immédiatement le procureur. Ça veut donc dire qu'un élu, même un conseiller municipal, s'il est au courant d'une magouille il doit immédiatement saisir le procureur. Ça a bien été spécifié par nos députés en 2009 mais aucune sanction n'a été prévue. Que l'article 40 soit appliqué et des sanctions spécifiées et qu'une personne ne soit pas jugée par un tribunal qui est sous les ordres du pouvoir exécutif. Si les députés étaient vraiment condamnables on serait peut-être pas dans la merde où nous sommes actuellement parce que les magouilles, je crois que ça commence à suffire.

ÉLUS

Baisser nombre de députés et sénateurs

6 1

Une participante : Je pense qu'il faudrait baisser le nombre de députés et sénateurs, ça permettrait de faire des économies parce que tout ça nous coûte cher et souvent on les voit dans hémicycle à dormir ou à jouer avec leur téléphone

Baisse des indemnités/privilèges des élus

10

Droit de contrôle des citoyens sur les élus et leurs dépenses

4

Une participante : Sur la baisse des dépenses publiques, on peut déjà partir sur la baisse des revenus de nos élus, je parle plutôt du gouvernement que des élus locaux. On va me dire que ça ne va pas représenter une économie importante mais ce serait bien qu'il y ait un effort qui soit fait par eux et ça nous permettrait de nous sentir peut-être mieux représentés par des gens qui sont « plus honnêtes ». La baisse de leurs revenus et aussi de leurs privilèges comme par exemple le financement des obsèques de leur famille, la gratuité de certains transports, des logements de fonction... On pourrait prendre exemple sur d'autres pays européens, comme la Suède, où leurs avantages et revenus sont beaucoup moindres et où le citoyen a un droit de regard sur les dépenses de ses élus. Et je pense que ce serait vraiment important et intéressant que ce soit mis en place. Quand vous travaillez dans une entreprise, vous devez justifier de vos dépenses et actuellement, un ministre n'a pas à le faire alors que c'est l'argent des contribuables.

¹⁴ Les Auxiliaires de Vie Scolaire accompagnent les enfants et adolescents présentant un handicap dans leur scolarité au sein d'un établissement primaire ou secondaire.

¹⁵ « Le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner conformément aux dispositions de l'article 40-1. Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. » Source : Légifrance.fr

Limitier nombre de mandats

7

Un participant : Il faut limiter le nombre de mandats et surtout de réélections. C'est-à-dire avoir deux ou trois mandats et terminé !

Inéligibilité totale des élus condamnés

8

Une participante : Je pense qu'un élu qui est condamné ne devrait plus pouvoir exercer de mandat et ne devrait plus être représenté dans les institutions.

Supprimer indemnités aux anciens élus

7

Une participante : Concernant les indemnités des députés et des sénateurs, quand ils sont en activité aucun souci ils ont le droit d'avoir leur salaire par contre quand ils arrêtent la fonction, ils n'ont plus d'indemnités¹⁶ et c'est pareil pour les anciens présidents. Quand ils sont plus en activité, ils n'ont pas à avoir des privilèges

Interdire aux énarques de se présenter aux élections

2 1

Un participant : Pour moi il faudrait interdire aux énarques d'être élu parce qu'ils sont actuellement élus : Président de la République, Premier ministre, ils sont également au Parlement en nombre important, directeurs de cabinet dans les préfetures, préfets, ils sont également en position à Bruxelles, a la tête d'entreprises privées, ils sont partout...Les énarques ne devraient pas avoir le droit d'être élus !

MODALITES DE VOTE

Vote obligatoire

9 3

Reconnaissance du vote blanc (seuil d'éligibilité)

10

Une participante : Les Gilets jaunes ont parlé de referendum, je crois qu'il faudrait commencer par demander aux gens de voter et de voter obligatoirement parce que sinon ce sera toujours l'éternel problème et c'est un moyen aussi de reconnaître le vote blanc. Il y a des règles évidemment à établir -peut être une limite pour être élu- mais au moins ça permettrait d'obliger les gens à s'exprimer. Parce que là on parle de justice dans beaucoup de domaines mais la première des justices aussi c'est que tout le monde contribue.

Un participant : On a parlé du vote obligatoire et l'important c'est le seuil d'éligibilité, c'est à dire que si le vote nul ou blanc est supérieur au score du premier, on refait l'élection.

Introduction de la proportionnelle

3

Décaler les législatives à mi-mandat présidentiel

3

Un participant : Les élections législatives pourraient être mises à mi-mandat des présidentielles, et non pas en même temps, puisque ça donne à chaque fois une majorité absolue au président élu. C'est une facilité pour gouverner mais peut être qu'on peut mettre en place une autre forme de contrôle avec un vote à mi-mandat, peut être sur la moitié de l'assemblée et pas sur la totalité.

PARTICIPATION CITOYENNE/RIC

Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)

8

RIC local

8

Une participante : Je souhaite la mise en place d'un referendum d'initiative citoyenne, je ne tiens pas à ce qu'il soit national mais local, le cas échéant. C'est vrai que ça demande des ajustements législatifs qui ne sont pas faciles à mettre en œuvre.

Faire d'autres débats/réunions citoyennes

3

Un participant : Voir tout le monde ici ce soir, c'est un bon exercice démocratique et c'est une très belle chose de voir que tout le monde vient pour écouter les autres. Peut-être faut-il envisager l'organisation de débats comme ceux-là un peu plus fréquemment, pour se mélanger parce que je trouve que c'est important de voir des

¹⁶ Le système de protection sociale des députés a été réformé pour se rapprocher de celui des salariés.

La fin de leur mandat leur ouvre des droits à une indemnité chômage alignée sur le régime des salariés : 57% de l'indemnité parlementaire de base, soit 3191 € bruts. A la différence des salariés elle peut être perçue 5 ans sans dégressivité, à la condition qu'ils ne retrouvent pas d'emploi.

personnes en face de nous pas juste de surfer sur les réseaux sociaux et effectivement, pour trouver les solutions à nos problèmes il faut échanger, aussi, à l'échelle locale

Débats citoyens à tous les niveaux

7

Un participant : Monsieur a parlé tout à l'heure de débats locaux : il faudrait mettre un local, un départemental qui réunisse le local, un régional etc. pour faire remonter les propositions qui seraient redébatues à chaque niveau

Consultations locales des citoyens sur les services publics

4

Une participante : Ma proposition c'est que régulièrement on fasse des consultations, des tables rondes au niveau local, que ce soit pour l'hôpital, la police etc. indépendamment des syndicats, indépendamment de la politique. Je crois que la proximité, c'est au niveau local qu'on peut l'obtenir au lieu d'attendre des négociations annuelles qui n'aboutissent pas forcément.

TRANSITION ECOLOGIQUE

AIDES AUX PARTICULIERS

Meilleure information des particuliers sur rénovation énergétique¹⁷

2

Un participant : Dans un précédent poste que j'occupais dans l'amélioration de l'habitat, beaucoup de propriétaires, qui avaient peu de moyens, étaient mal informés sur les possibilités d'aides de l'Etat. Ce qu'ils ne savaient pas, notamment, c'est qu'ils pouvaient contacter leur banquier même avec très peu de moyens pour avoir recours à un prêt léger parce que les travaux d'économie d'énergie quand on est propriétaire de logement modeste, il y a le droit à l'allocation logement familiale à caractère social ce qui couvre en grande partie le recouvrement de l'emprunt léger.

Permettre aux petits revenus d'accéder aux aides (paiement direct au prestataire...)

4

Une participante : Monsieur Macron nous fait miroiter des aides pour les changements des fenêtres, l'isolation, changement de voiture... il faudrait peut-être qu'il nous explique comment des gens qui ont des petits revenus pour bénéficier de ces choses-là puisqu'ils n'ont pas le droit au micro-crédit. On ne peut pas investir pour rénover une maison ou pour acheter une nouvelle voiture qui polluera moins, c'est impossible, puisqu'il faut faire un prêt total avant de toucher l'aide. Le montant devrait être donné directement à l'entreprise ou au garage pour que les personnes n'aient que leur propre partie à financer, comme le système pour l'aide à la mutuelle santé.

Associer les banques (à la transition écologique)

3

Un participant : Je m'aperçois que dans beaucoup de dialogues sociaux, notamment pour l'emploi, le chômage...on a une troisième partie qui est toujours absente, ce sont les organismes bancaires. Il me semble que les banquiers devraient absolument être présents autour de la table quand on négocie, sinon on ne peut pas les forcer par exemple à accorder un emprunt immobilier. Ils vont refuser systématiquement un prêt à des gens qui n'ont pas de CDI alors qu'on généralise les CDD.

CONSOMMATION/VIE QUOTIDIENNE

Consommer local

5

Simplifier étiquetage pour le tri sélectif (1 lettre par produit)

2

Un participant : Concernant le tri, ne pourrait-on pas faire comme dans certains pays (la Suisse et l'Allemagne il me semble) et avoir une lettre sur le produit de façon à savoir dans quelle poubelle en fonction de cette lettre qu'on retrouverait sur la poubelle ? Il n'y aurait plus à savoir si le bout de plastique blister que vous avez, vous le mettez dans le jaune, dans le vert ou dans le tout-venant.¹⁸

¹⁷ NB : Les particuliers propriétaires occupants (dans des logements construits il y a de plus de 15 ans) souhaitant entreprendre des travaux dans le domaine énergétique peuvent contacter l'[Opération Renovee](#) de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération, pour des conseils neutres et gratuits, y compris sur les aides dont ils peuvent bénéficier. Contact : Direction Habitat - Logement - 02 97 60 42 55 - operation.renovée@gmvagglo.bzh

¹⁸ NB : la difficulté en France est notamment que les équipements, et donc les possibilités de tri ne sont pas les mêmes d'un centre de tri à l'autre. En attendant, en cas de doute il est possible de vérifier sur le site [Consignes de tri](#). Pour en savoir plus, le SYSEM, organise une fois par mois des visites du centre de tri local le jeudi de 17h30 à 18h30. Plus d'infos [ici](#)

Modulation TVA selon impact carbone

1

Un participant : Est-ce qu'on ne pourrait pas mettre une TVA avec différentes tranches ? On parlait de créer une nouvelle taxe comme la taxe carbone par exemple, pourquoi ne pas revoir la TVA, puisqu'elle s'applique sur tout objet ou service en France, en mettant des critères sur l'impact carbone de chacun des produits ou des services. Ça inciterait plus facilement le citoyen faire des choix écologiques.

Suppression TVA sur produits bio

3 4

Une participante : Moi j'aimerais consommer plus de produits bio, le problème c'est qu'ils sont très chers, donc je proposerais de supprimer la TVA sur les produits bio

BIODIVERSITE

Frelon asiatique¹⁹ en catégorie 1 des nuisibles

6

Un participant : Pour la biodiversité, il faudrait qu'on passe le frelon asiatique en catégorie 1 au niveau des nuisibles. Ça faciliterait les choses

DEPLACEMENTS

Favoriser les transports publics

10

Un participant : Je reviens la transition écologique, savez-vous que la présidente de la Croatie a revendu son avion présidentiel ? Vous ne croyez pas que monsieur Macron pourrait prendre un autre moyen de transport que son petit avion ? Ça ferait quand même beaucoup moins de pollution... Et quand nos ministres, sous prétexte d'écologie prennent le train pour un déplacement, leurs gardes du corps ils le font en bagnole !

Développer le train

1

Mettre de l'ordre dans le rail (SNCF)

4

Un participant : Si la SNCF était beaucoup plus performante, beaucoup moins souvent en grève et qu'elle faisait vraiment son travail, c'est certain qu'il y aurait beaucoup plus de transporteurs qui s'orienteraient vers le rail. Comment voulez-vous vous qu'un transporteur fasse confiance au ferroviaire qui est toujours en grève ?

Non à la voiture électrique

2 1

Un participant : On est en train de nous bassiner avec les voitures électriques et c'est vrai qu'effectivement ça ne pollue pas quand ça roule, mais pour les construire il faut du lithium qui est à la base des batteries et on est en train de piquer les sous-sols des africains. Les voitures électriques polluent beaucoup plus qu'on veut nous le faire croire !

Vignette critère 1 pour le diesel

11

Un participant : Il y a beaucoup de français qui ont des diesels et on est en train de taper sur le diesel, or c'est le moteur le plus propre. Vous le savez peut-être pas mais moi qui suis mécanicien je peux vous le dire, c'est celui qui rejette le moins de CO2. D'ailleurs on le voit au niveau des taxes : vous achetez une voiture essence vous êtes taxé vous achetez une voiture diesel vous n'êtes pas taxé. Au niveau des particules, puisque c'est le grand mot de la Maire de Paris, les diesels modernes n'en rejettent plus, ils ont un filtre à particule (FAP) et les moteurs essence ne l'ont pas or, pour diminuer le CO2 au niveau des moteurs essence, on a augmenté les pressions d'injection ce qui fait que vous avez plus de particules à sortir d'un moteur essence que d'un moteur diesel. Il faut que ces politiques arrêtent de dire n'importe quoi et surtout accepter que le moteur diesel ait la vignette critère 1 puisque c'est le moteur le plus propre !

Développer télétravail

1

Un participant : Le fait de faire du local crée moins de déplacements et il faut peut-être faire plus de télétravail. Moi j'ai une entreprise et mon personnel travaille en télétravail c'est à dire depuis la maison. En échange, il y a une forme de confiance et on est sur un tremplin écologique important.

¹⁹ Le frelon asiatique est arrivé en France en 2004 à bord de cargos en provenance de Chine et a colonisé de nombreux départements français, dont le Morbihan. N'étant pas un insecte local il perturbe la chaîne alimentaire et donc la biodiversité. Il est notamment un prédateur des abeilles.

AUTRES SUJETS

Service public d'information sur tous les sujets

1

Un participant : Je pense que pour bien décider, pour bien voter, il faut être bien informé et c'est extrêmement difficile aujourd'hui de trouver une information sérieuse et objective. Je pense que c'est le rôle de l'État de définir une politique d'information de l'ensemble des citoyens. On pourrait imaginer par exemple, comme ça se faisait, mais c'est peut-être un peu démodé, qu'une partie des programmes de la télévision publique soit dédié à des programmes d'information objective sur tous les grands dossiers et on pourrait le faire aussi sur internet. On pourrait imposer dans les formations de journalisme un peu plus d'équilibre, pour ne pas donner toujours un seul point de vue à très court terme et d'une seule personne. Par exemple on parlait du diesel tout à l'heure : c'est difficile de trouver une information objective sur ce sujet-là !

Suppression anonymat sur réseaux sociaux

3 1

Un participant : Est-ce qu'on ne pourrait supprimer l'anonymat sur les réseaux sociaux ? Dans la rue, on ne se balade pas avec une cagoule pour insulter son voisin, alors pourquoi est-ce qu'on a le droit de le faire sur les réseaux sociaux ? Ou alors créer un réseau social qui interdit aux gens de se cacher...

SECURITE ROUTIERE

Stop aux nouveaux contrôles techniques

9

Un participant : Avec le nombre de points du contrôle technique qui a été augmenté, ce sont encore les gens à faibles revenus qui sont pénalisés. Il faut arrêter de taper sur le gazoil, on l'a dit tout à l'heure, mais aussi laisser encore aux véhicules anciens une autorisation de continuer au moins le temps du remplacement.

Amendes proportionnelles aux revenus

6

Un participant : On devrait faire des tranches pour les PV, comme en Suisse où on paie un pourcentage de notre salaire, une amende de 100 euros, pour un chef d'entreprise ou un élu qui gagnent beaucoup d'argent ça ne fait pas grand-chose en pourcentage, donc mettre tout le monde sur un pied d'égalité avec un pourcentage sur les salaires.

Augmenter fortement les sanctions des délits routiers

3 3

Un participant : Je voudrais réagir par rapport à la sécurité routière. On proposait tout à l'heure de mettre des amendes proportionnelles au salaire, moi je propose d'augmenter les amendes parce que ça coûte très cher à l'État de devoir soigner des personnes qui sont blessées pendant des années. Pendant toute leur vie l'État doit subvenir à leurs besoins parce qu'elles sont devenues paraplégiques, tétraplégiques etc. Moi je suis favorable à augmenter les amendes de manière vraiment conséquente pour que les gens prennent conscience que sur la route on doit faire attention aux autres et à soi-même. Par rapport à l'alcool, la vitesse etc. moi je serais vraiment très sévère !

On fait tous, tous les jours, des bêtises en circulant mais ce ne serait pas un point sur lequel je reviendrais en disant qu'il faudrait diminuer les radars etc. (...) je trouve que ce n'est pas un point sur lequel on doit discuter. L'État fait plus que son boulot par rapport à la prévention et moi j'encourage à faire encore plus et être encore plus sévère.

Publication des chiffres des commissions d'indemnisation

3

Un participant : Sur le coût des accidents de la route, ce que j'aimerais c'est que la presse publie les comptes-rendus de la commission d'indemnisation qui a lieu généralement après le verdict pénal. Là, on s'apercevrait que ça devient très très violent pour l'auteur de l'infraction.

SOLIDARITES LOCALES

Création réseau social local

6

Un participant : On pourrait peut-être aussi développer un mini réseau social à l'échelle d'une commune ou de quelques communes, parce qu'on ne sait pas ce que fait le voisin, on ne connaît pas les entreprises, on ne sait pas qui est en recherche d'emploi... Sur un réseau social dédié, une entreprise pourrait dire « je cherche telle compétence, est-ce que par hasard vous connaissez quelqu'un ? »

Organiser le don localement

8

Une participante : On parlait des solidarités qu'on pourrait mettre en place au niveau local : moi par exemple dans mon jardin j'ai trois pommiers qui produisent beaucoup de pommes et j'ai demandé autour de moi, mais

mes voisins aussi ont des pommiers...En cherchant, j'ai pu, l'année dernière offrir des pommes mais je pense que d'autres habitants auraient peut-être aussi des besoins particuliers. Sans aller jusqu'à l'idée du contre don (on peut juste donner sans forcément attendre quelque chose en retour), mais que ce soit organisé au niveau local

CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Mettre un terme à l'austerité dans les Services publics (Cap 2022)

Mettre de l'ordre dans le rail (SNCF)

Création de Maisons de services publics itinérantes (limitation fracture numérique)

ABROGATION DU DECRET SUR LE CONTRÔLE DES CHOMEURS

REPLACER DEPARTS A LA RETRAITE (SP)

Fonctionnariser attachés parlementaires (création concours)

Baisser les Revenus des hauts fonctionnaires

METTRE EN ŒUVRE BONUS MALUS SUR CDD

CREATION D'UNE BANQUE D'ETAT

AUGMENTER FORTEMENT SANCTIONS DES DELITS ROUTIERS

ARRETER BAISES DE PERSONNELS DANS HOPITAUX ET EPHAD

REVALORISER STATUT DE AVS

Maintien personnel dans l'hôpital et Matériel adéquat

Simplifier démarches administratives (réduire les envois de recommandés)

MAINTENIR IMPÔTS POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ

APPLIQUER AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Raccourcir délais obtention aides aux entreprises

PLUS DE LISIBILITES ET D'EXPLICATIONS DANS LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Revaloriser filières professionnelles et métiers manuels

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Développer le train

Favoriser les transports publics

PERMETTRE AUX PETITS REVENUS D'ACCÉDER AUX AIDES (paiement direct au prestataire...)

Simplifier étiquettes par le tri sélectif (Lettre par produit)

Modulation TVA selon impact carbone

VIGNETTE CRITERE 1 POUR LE DIESEL

Meilleure information des particuliers / rénovation énergétique

Associer les banques à la transition écologique

NON à la voiture électrique

Consommer local

Développer télétravail

SUPPRESSION TVA SUR PRODUITS BIO

FRECON ASIATIQUE → CATEGORIE 1 DES NUISIBLES

AUTRES

TIERS PAYANT
GENERALISÉ
OBLIGATOIRE

ou sujet de paiement

STOP
aux
nouveaux contrôles
techniques

PLAFONNER
DIVIDENDES

Diminuer charges
qui pèsent sur les
entreprises

VENTE A L'
UNITÉ DES
MEDICAMENTS
ET MATERIEL DE SOIN

Création
Réseau social
local

AUGMENTER
MOYENS CONTRE
VIOLENCES FAITES
AUX FEMMES

MAINTENIR AAH
MEME APRES
MARIAGE

PUBLICATION
DES CHIFFRES
DES COMMISSIONS
D'INDEMNISATION

FORMER PERSONNES
(Police...) SUR ACCUEIL
DES VICTIMES DE
VIOLENCES FAITES
AUX FEMMES

ORGANISER
DE DON
LOCALEMENT

Suppression
anonymat
sur les réseaux sociaux

Améliorer
Sort des
enfants handicapés